

Mémoire en opposition du Groupe Écociroyen (GÉCO)



d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay

Présenté au Bureau des audiences publiques en environnement

22 octobre 2020

Rouyn-Noranda, le 21 octobre 2020

Monsieur le président,

Le saviez-vous ?

Le projet Énergie Saguenay (et le projet Gazoduq) EST UN MAUVAIS PROJET. POINT.

Pour notre avenir citoyen, pour la protection de nos milieux et pour l'avenir planétaire, nous nous opposons au projet Énergie Saguenay par GNL Québec et demande au Bureau d'audience publique en environnement de donner un avis défavorable à ce projet. Voici donc un court mémoire qui rassemble plusieurs arguments sur lesquels se basent cette opposition. Ce mémoire n'a pas l'ambition d'arriver avec des nouvelles études et de nouveaux chiffres mais représente une liste non exhaustive pour laquelle ce projet ne devrait pas avoir lieu et s'ajoute à toutes les voies qui s'opposent au projet. De plus, il soulève plusieurs questions que le BAPE doit sérieusement inclure dans sa réflexion.

L'urgence climatique est réelle

Plus de 11 250 scientifiques de 153 pays, rassemblant climatologues, zoologistes, biologistes, écologistes, physiciens, mathématiciens, chimistes, épidémiologistes, statisticiens, politologues, etc., ont signé ce plaidoyer commun dans la revue Biosciences :

« Les scientifiques ont une obligation morale d'avertir clairement l'humanité de toutes menaces catastrophiques et de « dire comme les choses comme elles sont ». Sur la base de cette obligation et les indicateurs graphiques présentés [ci-dessous], nous déclarons, avec plus de 11 000 scientifiques signataires de dans le monde entier, clairement et sans équivoque que la planète Terre est confrontée à une urgence climatique. »

- > <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1376805/crise-climatique-11000-scientifiques-signent-lettre-ouverte>
- > <https://lactualite.com/actualites/crise-climatique-plus-de-11-000-scientifiques-signent-une-lettre-ouverte/>
- > <https://bit.ly/2PVML3i>

Le BAPE se doit de garder cette urgence climatique en filigrane de toute leur analyse, et le fait de négliger cette urgence est en soi irresponsable à l'égard de l'humanité et plus largement, de la vie sur Terre.

Des émissions qui s'ajoutent

Tel que longuement discuté et débattu lors de la première partie des audiences, le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits (CIRAIG) évalue la production totale de GES en une année d'exploitation du projet à plus de 7,8 millions de tonnes (plus de 21 000 kg de CO₂ eq. par jour), dont 3,4 millions de tonnes uniquement pour l'extraction du gaz.

- > <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/548264/l-etude-d-impact-de-gnl-quebec>

Peu importe comment les chiffres sont analysés, quels paramètres sont inclus ou non dans le calcul, il n'en demeure pas moins que malgré la carboneutralité qu'avance GNL Québec, des émissions auront lieu même dans les scénarios les plus optimistes. Et que dire des scénarios pessimistes ; si les émissions les pires avaient lieu, ce serait tout simplement catastrophique. La probabilité de ces scénarios les plus pessimiste n'est pas nulle.

Pour cette simple raison, le BAPE doit les considérer. Rappelons que tout cela n'est que prédictions et scénarios. Le promoteur de la mine Malartic lors de l'évaluation environnementale en 2007 n'avait-il pas modélisé être capable de maintenir les sons en deçà du seuil demandé ? Après des centaines et des centaines d'infractions de dépassement plus tard, on peut se questionner s'il n'aurait pas fallu remettre en doute les scénarios et modélisations avantageuses pour le promoteur qui avait été présentés lors du BAPE de l'époque.

En donnant votre aval pour le projet Énergie Est vous autorisez le développement des énergies fossiles et vous contribuez ainsi au réchauffement climatique, même si le promoteur s'efforce à mettre de l'avant l'argument d'une énergie de transition.

- Les fuites de méthane, qui compose à 95% le gaz fossile, un puissant gaz à effet de serre 84 fois plus puissant dans les 20 premières années de son émission que le CO₂, sont nombreuses.
 - > <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1161246/methane-gaz-effet-serre-accord-paris-dioxyde-carbone>
- Plusieurs recherches ont affirmé ces dernières années que les émissions de méthane provenant des infrastructures de gaz fossiles sont plus élevées que ce qui a été estimées.
- Les émissions de méthane sont mal réglementées aux États-Unis et ailleurs dans le monde, et font l'objet d'un lobbying intense de la part des compagnies pour être encore moins réglementées!
 - > https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2019/12/13/methane-ne-veut-voir?fbclid=IwAR3wgB0p6zR-JSraw0Hif-9toy_91z_MiwRryz5G-BILdpkaYv3Dhnst5HY
- De plus, les enjeux géopolitiques mondiaux liés au gaz naturel sont nombreux, mais ceux-ci ne doivent pas primer sur les enjeux environnementaux. Au même titre que ces enjeux géopolitiques en lien avec l'échiquier mondial énergétique, les enjeux environnementaux planétaires liés à l'urgence climatiques doivent être considérés. Ainsi, le BAPE se doit, s'il considère les gains (économiques, géopolitiques, environnementaux (par le remplacement hypothétique du charbon notamment)) mondiaux, de considérer aussi les impacts négatifs à l'échelle mondiale que représente l'urgence climatique et ne pas seulement considérer les impacts négatifs environnementaux locaux.

En contexte d'urgence climatique, tout nouvel ajout aux émissions représente un risque majeur et doit être évité le plus possible. Un tel projet est irresponsable en vue des conséquences sur l'humanité.

Un projet qui va à l'inverse d'une réelle transition énergétique

Le projet Énergie Saguenay par GNL Québec encouragera la production de gaz issus de la fracturation en Alberta permettant son transport et sa vente sur les marchés mondiaux. Plus de 50 millions de mètres cubes par jour – soit l'équivalent de 389 313 wagons-citernes / jour ou 142 099 240 wagons-citernes par année (de quoi faire un train long de 86 680 km soit 2,2 fois le tour de la planète) seront transportés par le pipeline Gazoduc jusqu'à l'usine de liquéfaction. Malgré que le promoteur se soit efforcé à démontrer le contraire lors des premières parties des audiences, le risque est bel et bien réel : ajouter du gaz naturel liquéfié (GNL) ne fera qu'en faire baisser le prix et retarder l'adoption d'énergies réellement propres et restreindre potentiellement sa compétitivité avec les énergies à faible empreinte carbone. En effet, d'ici 2024, 30% de l'énergie électrique mondiale sera de source renouvelable et son coût ne cessera de décroître. Il faut donc encourager cette transition, voir l'accélérer, plutôt que de continuer à alimenter la dépendance aux hydrocarbures à faible prix. Pour ces raisons, il est faux de croire l'argument avancé par la compagnie qui vend le projet comme étant un rouage important dans la transition énergétique, en convertissant des centrales fonctionnant au charbon au gaz naturel, moins polluant

« De prétendre qu'on veut combattre le réchauffement du climat en utilisant du gaz, c'est complètement ridicule si de l'autre côté on finance des politiciens de haut rang aux États-Unis qui font tout pour finalement avoir des

politiques qui, elles, réchauffent le climat. Alors ça montre finalement l'hypocrisie de ces prétentions chez Énergie Saguenay. » Un article complet rédigé par l'ancien journaliste d'enquête ayant aussi notamment œuvré au sein de la Commission Charbonneau soulève plusieurs questionnements sur le sujet:

- > https://ricochet.media/fr/2849/le-milliardaire-jim-breyer-co-dirigeant-denergie-saguenay-finance-des-politiciens-americains-anti-climat?fbclid=IwAR0BIPrbU2teb4nC2MzH7B6HBQe-HccxyCPYtbPW8yWsZFWPPdbqp_R6gJ4

Entachés par de l'énergie sale

En effet, comme le laisse entendre la citation précédente, il semble que les intérêts des énergies fossiles pèsent lourd dans le projet Énergie Saguenay GNL / Gazoduq. Un des promoteurs américains de Énergie Saguenay GNL / Gazoduq bénéficie financièrement du transport de charbon des États-Unis vers la Chine !!!

- > À écouter : Entrevue avec André Noël
- > <https://www.985fm.ca/extraits-au.../opinions/272463/andre-noel>

Rappelons que l'enquête du journaliste André Noël publiée dernièrement démontre que les investisseurs et promoteurs de Énergie Saguenay GNL / Gazoduq, James Breyer, à la tête d'un important fonds d'investissement, tout comme son collègue Jim Illich, financent de hauts politiciens américains qui nient les changements climatiques, alors que la propagande de Énergie Saguenay GNL / Gazoduq est que le projet contribuera à la lutte au réchauffement du climat en favorisant le remplacement du charbon par du gaz naturel fossile. Il semble que les changements climatiques existeraient bel et bien pour eux, seulement quand ça les arrange! Il s'agit, à nos yeux, d'une démonstration du peu de sérieux de leurs considérations environnementales.

- > <https://ricochet.media/.../le-milliardaire-jim-breyer-co-diri...>

Il est facile de constater que le conseil d'administration de l'entreprise, qu'on nous dit être mené par des gens "d'ici", est en fait composé d'intérêts étrangers

- > <https://energiesaguenay.com/.../gnl.../conseil-d-administration/>

Des retombées économiques remises en doute

La structure de financement d'Énergie Saguenay par GNL Québec est construite de sorte à diminuer les retombées fiscales du projet au Québec. Les investissements dans le projet Énergie Saguenay de GNL Québec proviennent de sociétés basées dans d'importants paradis fiscaux. Le taux d'imposition anticipé des dividendes à verser aux actionnaires est d'environ 5 %, soit beaucoup moins que le taux d'imposition combiné fédéral-provincial des dividendes de 39,9 %. Même si, à notre avis, les avantages économiques ne devraient pas primer dans une évaluation environnementale, il semble ici que les retombées que le Québec obtiendra de ce projet de seront en fait que quelques miettes que GNL Québec consent à céder contre le lourd poids que l'ensemble de la population aura à porter avec tous les impacts environnementaux ainsi que les risques sur la sécurité (explosions, fuites, accidents de navigation, etc.).

Une transition énergétique porteuse pour la vitalité économique

La croissance de l'emploi dans le secteur des énergies propres devrait dépasser considérablement celle du secteur des combustibles fossiles au cours de la prochaine décennie, tant que les futurs gouvernements canadiens poursuivront ou intensifieront leurs efforts pour lutter contre les changements climatiques. Si on investissait 1,3 milliard de dollars - équivalant aux subventions fédérales remises au secteur pétrolier annuellement - dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le transport public, 6 à 8 fois plus d'emplois pourraient être créés au Canada, soit 18 000 à 20 000 emplois dans les secteurs de l'énergie propre, contre 2 300 emplois dans le secteur pétrolier. Il est grand temps de délaisser le secteur pour se tourner vers les secteurs de l'avenir.

- > <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/canada-propre.html>
- > <https://www.greenparty.ca/fr/platform/green-economy>
- > <https://www.rncan.gc.ca/science-donnees/donnees-analyse/donnees-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/energie-economie/20073>

Un déséquilibre au niveau des forces

Gazoduc a un total de 14 lobbyistes inscrits au registre québécois. Leurs démarches visent à « obtenir toutes les autorisations et permis requis afin de compléter le projet », mais aussi les « avis de conformité » aux règlements de zonage municipaux. Un lobbyiste de l'Association canadienne des producteurs pétroliers a également un mandat qui vise à obtenir un « appui » du gouvernement du Québec au projet de gazoduc. Le premier ministre François Legault, le ministre de l'Environnement Benoit Charette, le ministre de l'Énergie Jonatan Julien et le ministre de l'Économie Pierre Fitzgibbon ont tous adopté une position favorable au projet Énergie Saguenay, directement lié à celui de Gazoduc », ce qui nous déplorons. En effet, il est important pour un gouvernement d'attendre les résultats des évaluations environnementales avant de prendre position sur un projet. De plus, il semble qu'un nombre important de citoyens et d'organisations s'opposent au projet. Malheureusement, ils n'ont pas le déploiement de lobbyistes pour faire contrepoids au promoteur. Nous souhaitons que le BAPE, malgré la subjectivité criante du gouvernement actuel, conservera toute sa neutralité lors de l'analyse du projet.

- > <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/201901/25/01-5212421-gazoduc-sest-activee-en-matiere-de-lobbying.php>

La voix des opposants se fait entendre

Le 30 janvier 2020, une lettre ouverte s'opposant à Énergie Saguenay de GNL Québec, rédigée par six membres du corps enseignant de l'Université du Québec à Chicoutimi, a recueilli 127 signatures de la part des professeurs, chargés-es de cours et professionnels-les en moins d'une semaine.

Les principales lignes d'opposition mises en évidence dans la lettre reposent sur les faits suivants:

- L'analyse de cycle de vie effectuée par le CIRAIQ révèle que l'exploitation du gaz en question, de l'extraction jusqu'à son utilisation, engendrerait l'émission de plus de 7,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre par an;
- Toute infrastructure servant au transport d'énergie fossile deviendra obsolète à court terme (échéance de quelques décennies) en raison de l'épuisement de la ressource et par conséquent, les 14 milliards de dollars investis n'auront pas la rentabilité escomptée;
- La structure de financement d'Énergie Est de GNL Québec est construite de sorte à diminuer les retombées fiscales du projet au Québec selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). Dans le cas du projet Énergie Saguenay, ce ne serait pas la société en commandite GNL Québec qui serait imposée sur les dividendes, mais bien chacun des commanditaires individuellement, qui sont américains et établis dans des paradis fiscaux;
- À cela s'ajoutent les impacts sur le patrimoine naturel exceptionnel dont jouit le Saguenay–Lac-Saint-Jean. Cet écosystème abrite une biodiversité unique qui est déjà en danger et qu'il faut protéger. Nous pensons notamment au béluga du Saint-Laurent, espèce en voie de disparition, dont on compte à peine 889 représentants aujourd'hui. Il devrait être inconcevable de même considérer implanter un projet de la sorte dans leur habitat;
 - Ce à quoi nous nous permettons d'ajouter nos préoccupations face aux impacts sur le patrimoine naturel de l'Abitibi-Témiscamingue, qui sera traversé par le Gazoduc devant alimenter Énergie Saguenay, détruisant plusieurs milieux humides, passant tout près du Parc National d'Aigüebelle,

traversant trois rivières très importantes (Kinojévis, Harricana et Bell), notamment sur le plan autochtone mais également faunique.

- Il faut aussi souligner les risques sur la santé publique reliés à la fracturation hydraulique. L'association canadienne des médecins pour l'environnement (ACME) a fait le bilan des études nord-américaines sur le sujet. Ce bilan révèle que les produits chimiques utilisés dans le procédé de fracturation contaminent l'eau, les sols et l'air entraînant une longue liste d'effets sur la santé, notamment sur la santé cardiaque et respiratoire.

> <https://www.lequotidien.com/actualites/lettre-contre-gnl-quebec-a-lugac-plus-de-120-signatures-92e907648719a75a15d6e169d1aafc73>

Une opposition s'impose

Le projet de Gazoduq (et toute sa lignée d'investisseurs de paradis fiscaux) est un MAUVAIS projet dans son ensemble à tous les niveaux. NI bon pour l'environnement NI bon pour le développement économique régional et NI bon pour les revenus fiscaux gouvernementaux. C'est un fiasco social, économique et écologique de 14 G\$ annoncé.

Nous vous demandons et vous implorons, au nom de la génération actuelle de citoyens de vos municipalités respectives et des générations futures, de ne pas céder aux pressions de l'entreprise Gazoduq et tout autre lobby en faveur d'un projet qui s'inscrit exactement à l'opposé de ce que la science nous indique de faire, et déploré par les économistes également. TOUT indique que ce projet est mauvais pour vous, pour nous, pour tous (sauf quelques actionnaires).

Recevez mesdames et messieurs, nos salutations les plus ferventes pour le bien-être de vos concitoyens-concitoyennes et leur environnement.

Les signataires de cette lettre,

L'ensemble des membres du conseil d'administration du GÉCO – groupe écocitoyen

M Jasmin Rivest – président du GÉCO

Et l'ensemble des membres du conseil d'administration du GÉCO

- Jonathan Laplante – vice-président
- David Lavigne – trésorier
- Linda Bessette – secrétaire
- Amélie Juneau – administratrice
- Daniel Richer – administrateur
- Sophie Laliberté - administratrice

Ainsi que Maurice Duclos - directeur du GÉCO